

PLAN STRATEGIQUE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE

Plan

Introduction

Chapitre 1 Contexte économique et social de la RDC

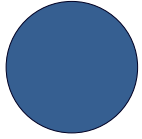
Chapitre 2 L'environnement mondial de l'Enseignement Supérieur

Chapitre 3 Les Défis du Système Educatif Supérieur de la RDC

- **Gouvernance**
- **Qualité, Efficacité et Adéquation Formation-Emploi**
- **Ressources humaines et sous développement de la Recherche**
- **Etat des Infrastructures et manque d'équipement**
- **Financement : Déficit d'exécution du Budget de l'Etat et Mauvaise allocation des ressources**

Chapitre 4 Vision

Chapitre 5 Objectifs Généraux

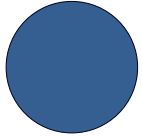


1. Améliorer la Gouvernance
2. Améliorer la qualité (Efficacité et adéquation formation-emploi)
3. Revitaliser la recherche et renouveler les ressources professorales
4. Favoriser l'Équité

Chapitre 6 Cadre logique, principes d'action et tableau des indicateurs des résultats

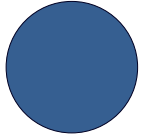
Chapitre 7 Actions engagées en 2011 et programmation 2012

Annexes (Simulations financières, Statistiques, Cartes d'implantation d'EES,...)



CHAPITRE I : LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET SOCIAL DE LA RDC

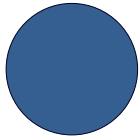
- Après un long conflit, la RDC a repris le chemin de la croissance.
- Cependant, la crise de 2008-2009 a révélé que le pays reste vulnérable et que la croissance est fragile.
- Cette vulnérabilité s'explique par le manque de sécurité des opérateurs économiques et la mauvaise gouvernance. En particulier, la mauvaise gouvernance se traduit par des abus des organismes publics qui entraînent la faible performance du secteur formel des petites et moyennes entreprises.
- Durant ces années des conflits, l'éducation et en particulier les Institutions d'Enseignement Supérieur public et privé ont montré une remarquable capacité de résilience.
- La demande d'éducation et en particulier d'Enseignement Supérieur demeure très forte et les parents participent fortement à son financement.
- L'Enseignement Supérieur peut contribuer à satisfaire les besoins importants de main d'œuvre qualifiée et aussi à renforcer l'Etat de droit et l'efficacité des administrations. Ainsi l'Enseignement Supérieur peut soutenir une croissance plus durable.



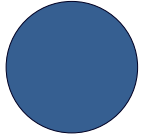
- Pour que l'Enseignement Supérieur joue son rôle il faut cependant qu'il développe des valeurs civiques et morales, qu'il soit exemplaire en matière de gouvernance, d'efficacité et de partenariat public et privé et enfin qu'il assure l'employabilité des jeunes formés.
- C'est toute l'ambition de la stratégie proposée.

CHAPITRE II : L'ENVIRONNEMENT MONDIAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

- La globalisation du processus de production a un profond impact sur la transmission du savoir et exige des formations de qualité.
- La valorisation de métiers de la connaissance accroît la demande d'Enseignement Supérieur. Toutefois, l'exigence de la qualité tend à augmenter les coûts de formation.
- On assiste à une évolution profonde des besoins éducatifs : (i) les niveaux des compétences exigées sur le marché du travail sont plus élevés, (ii) les connaissances sont multidisciplinaires, (iii) les connaissances sont très vite obsolètes, (iv) les individus doivent faire preuve de mobilité et s'éduquer tout au long de la vie, (v) les parcours de la formation s'individualisent, (vi) les savoirs et les qualifications doivent être reconnus au plan international, (vii) l'Enseignement est multilingue, (viii) l'Enseignement et la Recherche font appel aux TIC.



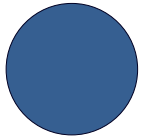
- Pour répondre à ces besoins, les Institutions d'Enseignement Supérieur changent profondément et se diversifient.
- Quatre dynamiques jouent un rôle dans la mondialisation de l'Enseignement Supérieur, celle de commercialisation (pour augmenter les revenus des Universités), celle de compétition (pour positionner l'université et augmenter son attractivité), celle d'internationalisation et de partenariat (pour faciliter la mobilité étudiante et construire des programmes d'études conjoints), enfin la dynamique de coopération (pour développer des capacités institutionnelles des pays émergents et en voie de développement).
- Parmi ces dynamiques c'est celle de la compétition pour les ressources et les talents qui s'intensifient entre les Institutions d'Enseignement Supérieur.
- L'excellence universitaire se mesure essentiellement par l'existence d'un projet institutionnel stratégique, la capacité à concentrer les talents pour la recherche et à innover, à mobiliser des ressources abondantes et à promouvoir la bonne gouvernance.
- Des normes internationales se mettent en place pour permettre la compatibilité des programmes et la mobilité des Enseignants et des Etudiants (LMD).
- Pour s'insérer dans cet environnement international, les Institutions d'Enseignement Supérieur et Universitaire de la RDC vont devoir investir pour faire évoluer leurs contenus des programmes, améliorer leur gouvernance, se désenclaver numériquement, entrer dans des partenariats stratégiques à l'international, promouvoir les enseignements multilingues et participer à des processus d'Assurance-Qualité internationaux.



CHAPITRE III : LES DEFIS DU SYSTEME EDUCATIF SUPERIEUR DE LA RDC

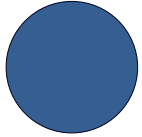
3.1. Gouvernance

- Foisonnement, contradiction et non applicabilité des règlements
- Manque d'imputabilité et de responsabilité sur les résultats.
- Lignes d'autorités et de responsabilités confuses, duplication dans la responsabilité des activités et des décisions.
- Prévalence de la gestion informelle.
- Conflits d'intérêts et corruption académique et financière.
- Absence des mécanismes de contrôle et d'évaluation.
- Népotisme et abus d'autorité.
- Incapacité à agir sur les problèmes.
- La mauvaise gouvernance a un impact négatif sur : (i) les valeurs morales que l'Enseignement entend promouvoir, (ii) la motivation des acteurs en particulier des jeunes, (iii) l'efficacité dans l'allocation et l'utilisation des ressources et (iv) enfin sur la qualité.



3.2. Qualité, Efficacité et Adéquation Formation-Emploi

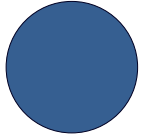
- Le système d'information ne permet pas de mesurer la qualité
- La qualité n'est pas au centre des préoccupations de la communauté académique.
- Le manque de contrôle a conduit à une prolifération d'Etablissements qui ne sont pas viables et ne peuvent délivrer une formation de qualité, cette situation peut être dramatique dans les filières (comme les filières médicales) critiques pour la sécurité nationale.
- Les taux d'abandon et de redoublement sont très importants particulièrement dans les premières années d'études.
- Les étudiants demeurent concentrés dans quelques disciplines qui ne fournissent pas nécessairement des qualifications des plus demandées dans le marché d'emploi (la médecine et autres disciplines médicales représentent 24% des étudiants et le droit 18% alors que les sciences de l'ingénieur et de la technologie représentent 7% des étudiants)
- Le taux de chômage en milieu urbain des diplômés du Supérieur est élevé (20,6% à Kinshasa et 15,9% dans l'ensemble du pays) qui semble indiquer une inadéquation des programmes de Formation au marché de l'emploi. Ainsi le retour sur les investissements des parents et des étudiants (16,1%) est inférieur à ce qu'il est en moyenne dans les autres pays de l'Afrique Subsaharienne (27,8%) (mesuré par le gain salarial additionnel d'une année supplémentaire d'enseignement supérieur)



- Dans les secteurs de forte croissance (minier, bâtiment et travaux publics) il y a manque de confiance de la part des Opérateurs économiques et Investisseurs sur la qualité et l'adaptabilité de formation et des qualifications qui conduit à recourir à la main d'œuvre qualifiée internationale ou à la formation en cours d'emploi.
- Il n'y a pas des mécanismes d'Assurance-Qualité.

3.3. Ressources humaines et sous développement de la Recherche

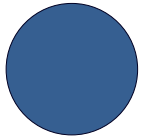
- Le ratio d'encadrement académique est particulièrement faible (1/333 alors que la norme international se situe autour de 1/20) et particulièrement dans les filières techniques.
- La RDC investit très faiblement dans la recherche (moins de 0,5% du PIB alors que les pays en voie de développement à croissance rapide investissent de 0,8 à 2,3% dans les activités de R&D). En outre, la productivité de cette recherche est faible, le secteur a seulement publié 242 articles de 2002 à 2007.
- Le manque d'effort dans la recherche aboutit à des Enseignants sous qualifiés (les Assistants et Chefs de travaux sont six fois plus nombreux que les professeurs : Professeurs 1815 et Personnel Scientifique 12517).



- Le corps des Professeurs est en moyenne âgé de 65 ans et la relève académique, qui est une préoccupation majeure du MESU, n'est pas assurée. En effet, le nombre de thèses en cours, (moins de 150 l'an) est très loin du flux annuel minimum de 340 thèses qu'il faudrait soutenir.
- Le problème de la recherche est compliqué par le fait qu'elle est sous une tutelle autre que celle du MESU. De fait, les Universités de la RDC ont des programmes de recherche peu structurés fondés sur des initiatives individuelles. Cependant, on assiste à un renouveau récent de la recherche opérationnelle avec un appui international.
- Le personnel administratif (20 081) est très nombreux, plus d'un administratif pour un enseignant, au regard des normes internationales (). En général sous qualifié et âgé, il ne reçoit pas une formation continue.

3.4. Etat des Infrastructures et manque d'équipement

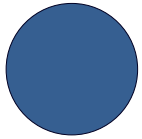
- L'audit organisationnel et l'enquête nationale de viabilité des Etablissements publics et privés engagés en 2009 ont permis de mettre en valeur une grande carence des infrastructures et des équipements.



- En terme d'établissements dans cinq provinces sur les onze que compte le pays, sur les 386 enquêtés 117 (30,3%) sont viables, 127 (32,9%) sont dans une situation intermédiaire et demandent à être réhabilités, 142 (36,8%) ne sont pas viables et ont été par conséquent fermés
- Le secteur médical a été entièrement évalué. Sur les 1139 filières 466 (40,9%) sont viables, 312 (27,4%) sont dans une situation intermédiaire et demandent à être renforcées et 361 (31,7%) ne sont pas viables et ont été par conséquent fermées

3.5. Financement

- Amélioration récente du financement public conduisant à une amélioration des traitements des Professeurs et à des réhabilitations des Etablissements.
- Cependant, il y a manque d'exécution de budget de fonctionnement et d'investissement public (budget hors salaire) qui conduit à des mauvaises conditions de fonctionnement, au non amortissement des équipements et à la faiblesse de la maintenance et la dégradation des locaux.
- La forte contribution des parents aux coûts de l'enseignement dans les Etablissements publics (250\$ à 600\$ quand de la part de l'Etat est d'environ 400\$ par étudiant) est principalement dirigée vers un supplément des salaires et non pas à l'amélioration des conditions et de la qualité de l'enseignement. Il n'y a pas transparence sur l'allocation de ces ressources et ces fonds ne sont pas audités. En particulier les paiements souvent en espèce ne sont pas toujours comptabilisés dans un compte bancaire.



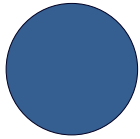
- L'allocation de financement public entre les établissements ne se fait pas sur la base d'une formule rationnelle ou d'un contrat de résultats.
- Quand on additionne la source de financement public avec la contribution des parents il apparaît que la part du PIB dédiée à l'Enseignement Supérieur est de 2% ce qui est élevé par rapport à ce que l'on observe dans d'autres pays en développement (entre 1 et 1,5%). Ainsi l'amélioration des performances du secteur dépendra plus d'une meilleure allocation et utilisation des ressources
- Il y a un déficit de contrôle interne et externe de la gestion financière.

CHAPITRE IV: VISION

Faire jouer à l'Education Supérieure un rôle capital dans le développement économique et social, intégré et durable du pays en ayant soin de former des hommes et des femmes compétents, innovateurs, autonomes et libres exaltant les vertus de l'excellence imprégnés des valeurs humaines, morales, spirituelles, culturelles et civiques pour l'éclosion d'une nouvelle société plus prospère et davantage solidaire ainsi qu'éprise de paix.

CHAPITRE V : OBJECTIFS GENERAUX

1. Améliorer la Gouvernance
2. Améliorer la qualité (Efficacité et adéquation formation-emploi)

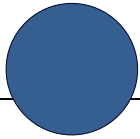


3. Revitaliser la recherche et renouveler les ressources professorales

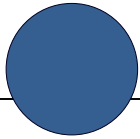
4. Favoriser l'Équité (genre, disparités provinciales, population défavorisée, valeurs morales)

CHAPITRE VI : CADRE LOGIQUE, PRINCIPES D'INTERVENTION, TABLEAU D'INDICATEURS DES RESULTATS

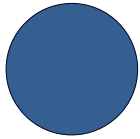
Objectifs Généraux	Actions Spécifiques	Indicateurs des résultats
1. Améliorer la Gouvernance	<ul style="list-style-type: none">- Redressement du système par la poursuite des audits organisationnels et enquête de viabilité- Renforcement du système d'information pour la planification stratégique et la gestion par résultat- Simplification du cadre juridique et administratif- Mise en place des instruments de gestion académique, financière et administrative dans les EES- Mise en place des mécanismes d'évaluation externe	<ul style="list-style-type: none">- Nombre d'EES audités annuellement- Pourcentage du dossier des étudiants (académique, diplôme,...) traités dans le temps- Publication annuelle des annuaires statistiques incluant les indicateurs des résultats par



	<ul style="list-style-type: none">- Mise en place des contrats de performances avec les EES	<p>Etablissement</p> <ul style="list-style-type: none">- Budgétisation annuelle pour les établissements incluant le financement privé- Programmation annuelle du budget présenté au mois de septembre- Nombre d'Institutions ayant un plan stratégique approuvé par le MESU
2. Améliorer la qualité (Efficacité et adéquation formation-emploi)	<ul style="list-style-type: none">- Mise en place des cellules de l'Assurance-Qualité/Autoévaluation- Etablir une agence d'évaluation de l'Assurance-Qualité- Développement/Restructuration des Institutions spécifiques pour les filières techniques et technologiques dans les pôles et secteurs de croissance- Réhabilitation des	<ul style="list-style-type: none">- Nombre d'EES ayant une cellule Assurance-Qualité opérationnelle- Nombre d'EES ayant effectué une autoévaluation de la qualité- Nombre de diplômés- Nombre des



	<p>infrastructures et des équipements pour le Renouveau des filières et des programmes dans le cadre du LMD</p> <ul style="list-style-type: none">- Interconnectivité des EES et implantation des TIC	<p>techniciens formés (ou en formation)</p> <ul style="list-style-type: none">- Nombre d'étudiants ayant accès à l'internet haut débit
<p>3. Revitaliser la recherche et renouveler les ressources professorales</p>	<ul style="list-style-type: none">- Mettre en place les bourses doctorales- Renforcer les capacités des Presses Universitaires au Congo- Mettre en place un fonds compétitif pour la recherche	<ul style="list-style-type: none">- Nombre de bourses doctorales- Nombre de thèses soutenues- Nombre d'articles scientifiques publiés au niveau international
<p>4. Favoriser l'Equité (genre, disparités provinciales, population défavorisée, valeurs morales)</p>	<ul style="list-style-type: none">- Mettre en place des bourses pour les filles qui accèdent à la formation technique et professionnelle- Réduire les disparités universitaires (affectation des postes et des moyens sur la base de critères définis)- Améliorer l'accès des populations défavorisées à la formation du Supérieur	



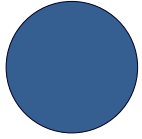
Principes d'Intervention :

- Transparence
- Partenariat public et privé
- Participation des acteurs économiques et sociaux
- Responsabilisation des acteurs académiques sur la base d'une mesure des résultats
- Evaluation annuelle de l'avancement du plan et réajustement des objectifs, programmation intérimaire 2011-2013
- Mise en place des instruments permettant d'améliorer l'efficacité des institutions (Gestion financière, académique, administratif...)
- Normalisation et respect des standards académiques internationaux

INDICATEURS	ANNEE 2011	ANNEE 2016

CHAPITRE VII : ACTIONS ENGAGEES ET PROGRAMMATION 2012

I. Actions Engagées

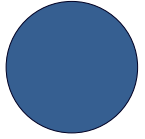


1. Améliorer la Gouvernance

- Mise en place du collège de Commissaires aux comptes
- Finalisation de l'audit organisationnel et enquête nationale de viabilité dans les six provinces restantes
- Lancement de la mise en place d'instruments de gestion académique et financière informatisée (coopération Belge ?)

2. Améliorer la qualité (Efficacité et adéquation formation-emploi)

- Réhabilitation des facultés de Médecine et de Sciences des Universités de Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani et de l'Université pédagogique nationale
- Construction d'une faculté.....à l'Université de Kindu
- Réhabilitation de 24 Instituts supérieurs pédagogiques et 2 Instituts supérieurs pédagogiques techniques
- Réhabilitation et aménagement en équipements des Cliniques universitaires de Kinshasa et Kisangani
- Equipement de la faculté polytechnique de Kinshasa



- Lancement du chantier de l'interconnexion des EES de Kinshasa et de Chefs lieux des provinces
- Lancement du processus de mise en place des cellules d'Assurance-Qualité dans les EES
- Amélioration des conditions salariales du personnel enseignant
- Mise en place des Campus numériques (Université ? combien ?)

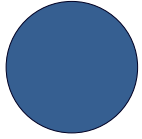
3. Revitaliser la recherche et renouveler les ressources professorales

- Homologation des grades académiques des enseignants du privé

4. Favoriser l'Équité

II. Programmation 2012

1. Améliorer la Gouvernance



2. Améliorer la qualité (Efficacité et adéquation formation-emploi)

3. Revitaliser la recherche et renouveler les ressources professorales

4. Favoriser l'Équité

- Lancement du programme d'octroi des bourses pour les filles de la faculté polytechnique de l'Université de Kinshasa

Les six chantiers à engager aussi tôt que possible :

- Système d'informations statistiques, modèle de simulation ;
- Critères de financement, statut et organisation pédagogiques des Instituts technologiques ;
- Contrat de performances : l'autoévaluation, planification stratégique des EES, contenu de contrat ;
- Instruments de gestion académique et financière des EES ;
- Agence d'Assurance-Qualité, conception, et faisabilité ;
- Carte universitaire : critères d'intervention ;

DIRECTION ETUDES ET PLANIFICATION (DEP)/ESU

